

Prix conseillé : 0,50 €

Le journal du NPA en Bourgogne-Franche Comté

L'anticapitaliste

#1 : Septembre 2016

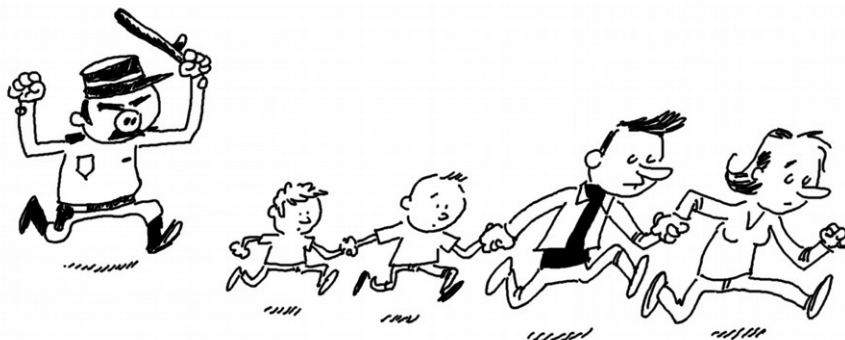
La barbarie c'est aussi la politique préfectorale du Doubs concernant les réfugiés

L'été à Besançon aura démontré l'inhumanité totale des responsables préfectoraux du Doubs.

Deux familles albanaises, dont une kosovare, qui espéraient trouver refuge dans cette cité si accueillante de Franche-Comté sont contraintes de dormir dehors, par tous les temps, car la préfecture fait pression sur la mairie pour qu'elle ne leur fournisse pas d'hébergement d'urgence.

La solidarité d'associations, de syndicalistes et de simples citoyenNES qui chaque jour ont manifesté leur empathie en amenant matelas, nourriture, en proposant une douche à domicile ou simplement de la chaleur humaine à ces femmes, hommes et enfants, a atteint ses limites. Ces familles dorment encore à Chamars et s'abritent comme elles peuvent les jours de pluie.

Dans le même temps le secrétaire général de la préfecture se comporte comme un monstre en expulsant une famille de six personnes fuyant



des persécutions au Kosovo, en France depuis trois ans, dont les enfants sont scolarisés à Besançon et ne parlent plus l'albanais depuis trois ans. La mère ayant fait un malaise a été hospitalisée au CHRU Jean Minjot. Cela a-t-il freiné l'expulsion de la famille ? Oh que non.

Le père et les cinq enfants ont été mis dans un avion pour le Kosovo alors que la mère est restée sur place ! Et ce malgré deux manifestations rassemblant de 50 à 150 personnes devant la préfecture. Et puisque jamais deux sans trois, le lendemain c'est une famille géorgienne dont l'enfant de 12 ans souffre d'une maladie génétique, très bien prise en charge à Jean Minjot en lien avec Paris et qui a fait d'importants progrès, qui s'est

fait rafler en voitures banalisées par les agents de la préfecture pour une destination inconnue. Vraisemblablement, la République tchèque où ils ont obtenu leur visa pour la communauté européenne.

Cette politique inhumaine est la même qui contraint des milliers de personnes à vivre dans des conditions pires encore dans les camps de réfugiés à Calais, à Grande-Synthe ou sous le métro à Paris. C'est cette politique qui amène des milliers de personnes à se noyer dans la Méditerranée. La bureaucratie préfectorale de Besançon participe à cette barbarie.

Hannah Arendt, en d'autres temps et d'autres lieux, appelait ça « la banalité du mal » appliquée par des « criminels de bureaux ».

N.N.

Au sommaire : KFC-Besançon en lutte ! (page 2) - Recul ou reculade ? - L'hôpital ne doit pas être une entreprise (page 3) - Ehpad de Bellevaux, une note de sévices ! - Vie du NPA (page 4) - Lecture : L'effondrement de la civilisation occidentale - Week-end de formation régional (page 5)



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

KFC-Besançon en lutte !

Le restaurant KFC de Besançon, franchise de la célèbre marque de poulet made in Kentucky, a connu récemment ses premières batailles collectives.



Le cadre de la loi Travail a été l'un des éléments moteurs et précurseurs, mais ce sont surtout les conditions locales qui ont finalement mis le feu aux poudres. En effet, alors que nous n'étions que quelques-uns dans cette boîte d'une quarantaine de salariés à régulièrement nous mobiliser, le mercredi 8 juin fut historique d'ampleur et de conséquences. Si la direction se refuse à communiquer des chiffres précis, il n'en reste pas moins que 75 % de la main-d'œuvre s'est décidée à désertar les rangs et protester. À tel point que, pour ouvrir, il a fallu enrôler des « volontaires » jusqu'à Dole, Belfort et Dijon.

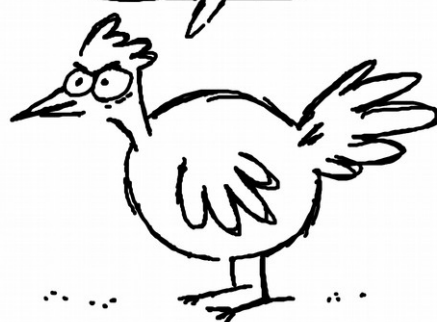
Les causes ? un ras-le-bol général, souvent présent dans la restauration rapide. Heures complémentaires et supplémentaires peu ou pas payées, matériel de base défectueux ou non remplacé, manque de personnel donnant des cadences intenables, et surtout une absence totale de dialogue entre les différentes parties, ont achevé de convaincre les quelques rares réticents rejoignant vite leurs camarades dans ce qui fut pour beaucoup une première. Au même moment, une demande d'élection de délégués du personnel était transmise, avec le soutien de la CGT. Mais la veille déjà, le superviseur, bras droit du PDG-propriétaire, prévenait : il y aura de lourdes conséquences, et me précisait personnellement « devoir trouver un autre taf ».

Il ne mesurait alors pas l'étendue des dégâts et la solidarité qui se mettait en place, et a dû se résigner à un classique « couper la tête pour reprendre le contrôle ». Ainsi, dès le lendemain, considéré comme « le meneur » ayant « établi le désordre », j'étais seul avisé d'une mise à pied du jour de grève jusqu'à un entretien préalable au licenciement le 21 juin suivant. Les supérieurs pensaient sans doute reprendre ainsi tranquillement la main, d'ailleurs une réunion a

été lancée par leurs soins afin de « discuter », mais c'était sans compter sur la contre-offensive et la motivation des collègues. Intervention de l'inspecteur du travail, protection en tant que demandeur d'élections et nombreux témoignages ont commencé à faire vaciller les certitudes.

Le jour J où je revois mes employeurs, ceux-ci ne parlent que de la grève et des revendications. Et finissent par évoquer le motif officiel de la procédure : « une affiche posée dans les vestiaires où sont visibles des manifestants « radicaux », ce qui s'apparente à un appel à la haine anti-policier et à l'émeute, dans un contexte où Daesh a frappé deux officiers à Magnanville (attentat qui avait eu lieu le 13 juin, et non le 7), justifiant un retrait pour protéger l'entreprise ». À peine croyable. En attendant leur décision à venir, pétition largement suivie et lettre d'auto-dénonciation concernant ce « fait » par un employé démissionnaire ont achevé le rapport de force. Quelques jours plus tard, ultime tentative, étant rappelé pour « négocier un départ à l'amiable », bien sûr refusé.

ÇA LEUR SUFFIT PAS DE
PLUMER LES POULETS...
ILS VEULENT PLUMER LES
SALARIÉS AUSSI !!



L'après-midi même, j'étais réintégré sans préjudice. Pour le reste, les choses ont quand même bougé, même timidement ; les heures effectives sont désormais minutieusement enregistrées, examinées et visibles, du matériel élémentaire mais appréciable a déjà été remplacé, et surtout nous sommes maintenant considérés et écoutés par la hiérarchie. Il reste encore bien du chemin, d'ailleurs les patrons entendent aussi accéder et respecter le scrutin et leurs futurs bénéficiaires, et les formulations légitimes qui ne manqueront pas de venir, mais c'est déjà en soi un grand pas. Courant mai encore, des responsables, bien que très engagés à nos côtés, estimaient impossible un mouvement de cet ordre et un résultat positif. « L'utopie, c'est ce qu'on a pas encore essayé. »

T.D.P.

Recul ou reculade ?

Dans le magazine de propagande de la majorité municipale de Besançon, le *BVV* de l'été, un article signé de Joseph Pinard se propose, en une page, de revisiter l'histoire locale du mouvement ouvrier de 1908 à 2016 dans un article nommé : « **À propos du droit du travail**, une fois de plus prenons du recul ».

L'historien nous retrace la grève de l'usine des Soieries aux Prés-de-Vaux, en 1908.

Le postulat de l'auteur de l'article ne fait aucun doute, il prend fait et cause pour les 1300 ouvriers en lutte, dont 800 femmes, de cette usine il y a 108 ans.

Là où l'article commence à se pimenter, c'est quand M. Pinard prend du recul.

Après avoir raconté dans le détail les épreuves auxquelles ont été confrontés les grévistes, la répression qu'elles et ils ont subies, les condamnations à la prison pour les militantEs, revoilà les casseurs...

En faisant, sans le nommer, référence au mouvement du printemps contre la loi travail, loi que M. Pinard et sa bande de casseurs sociaux applaudissent à s'en démettre les phalanges, ce dernier estime que les slogans scandés par les centaines de milliers de manifestantEs du printemps 2016 étaient souvent injurieux pour les

« réformistes » comme M. Pinard et Léon Blum,

« régulièrement accusé de trahison, [à qui] l'on doit de ne plus connaître des situations semblables à celles que notre ville a connu au début du *XX^e* siècle ».

La grève des mineurs de 1948 et la terrible répression sur deux générations menées par les socialistes ? M. Pinard n'a pas dû prendre suffisamment de recul

pour étudier la question. Pourtant la grande grève des mineurs de 1948 a été suivie d'une brutale répression menée par les socialistes au gouvernement, dont le tristement célèbre Jules Moch : six morts, deux mille arrestations, autant de condamnations à la prison et des centaines de vies brisées, y compris pour les descendants des mineurs grévistes, qui n'ont jamais pu trouver de travail dans la région !

L'envoi du contingent en Algérie en 1956 décidé par le « socialiste » Guy Mollet et les centaines de milliers

de morts qui s'en sont suivis ? À force de recul, M. Pinard a dû oublier...

Pour revenir à 2016 : les procès, les provocations policières, les yeux crevés, les gaz, les matraques ? Là aussi M. Pinard pratique l'oubli dans le recul.

Les historiens socialistes à œillères devraient être des sujets de thèse de doctorat.

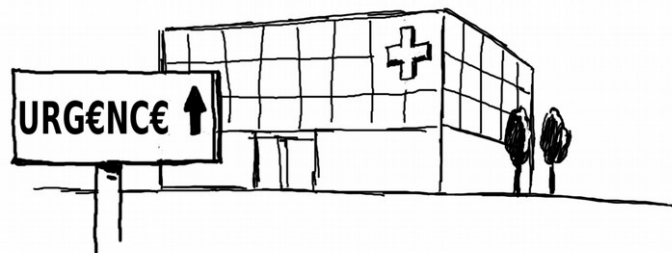
N.N.



L'hôpital ne doit pas être une entreprise

Le fils d'un patient âgé, hospitalisé en gériatrie au CHRU de Besançon, a dénoncé dans l'Est républicain les conditions d'accueil de son père : 32 °C dans la chambre, un drap accroché à la fenêtre en guise de rideau... Il ne remet pas en cause l'investissement des équipes, mais constate le peu de moyens consacrés au bien-être des patients.

Le problème est bien posé.



La politique de la ministre de la Santé est de réaliser trois milliards d'économies sur le

fonctionnement des hôpitaux en trois ans, ce qui, entre autres, va conduire à la suppression de 22 000 postes sur la même période avec des regroupements hospitaliers.

Les conséquences de cet étranglement budgétaire sont déjà bien identifiées dans les hôpitaux publics : les directions demandent au personnel de « réviser à la baisse leur idéal de soins », phrase entendue au CHRU de Besançon ou estiment que « le travail est parfois trop bien fait et qu'il faut nettoyer des locaux moins souvent qu'auparavant », phrase entendue au CHS de Novillars.

Le personnel est en souffrance, car il est amené à travailler toujours plus vite et parfois moins bien au détriment de la relation humaine avec le ou la patiente.

Cet article de journal est symbolique de ce que devient la santé publique dans l'un des pays les plus riches du monde.

C.R.

Ehpad de Bellevaux, une note de sévices !

À l'Ehpad de Bellevaux, à Besançon, le directeur a publié, début août, une note de service destinée à l'ensemble du personnel, intitulée : « Sensibilisation à l'assiduité pendant la période estivale pour le service de soins ».

Dans cette note, il énonce ses dispositions pour lutter contre les arrêts maladie qu'il juge « abusifs ». Il y décrit une augmentation de 30 % des arrêts de travail par rapport à l'année dernière, dus à des maladies ordinaires ou à des accidents de travail.

Plutôt que de s'interroger sur les raisons d'une telle augmentation subite de l'absentéisme, le

directeur joue la carte de la répression, envoie des contrôles au domicile des employés malades et menace de représailles diverses, à commencer par une mauvaise évaluation des agents concernés lors de la notation de 2016.

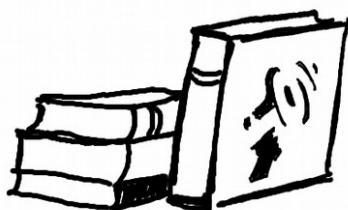
Que le personnel de l'Ehpad de Bellevaux soit exténué par ses conditions de travail, (souffrance au travail, méthodes de management ?...) que des médecins jugent que des arrêts de travail sont nécessaires à la santé de certains agents, cela le directeur n'en a cure ! Il réprime !

C.R.



Librairie La Brèche

Pour consulter le catalogue des œuvres disponibles, ou commander par internet, rendez-vous sur le site national : www.la-breche.com



Le site du NPA Bourgogne-Franche comté, à inscrire dans vos favoris :

<http://bourgogne-franche-comte.npa2009.org/>

Pour contacter le comité NPA le plus proche de chez vous :

Comité belfortain : npa-belfort@laposte.net

Comité bisontin : cbnpa25@gmail.com

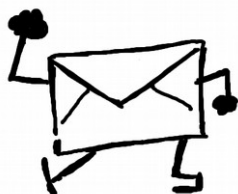
Comité Dijonnais : daniele.patinet@orange.fr

Comité Haut-Jura : npa.hautjura@gmail.com

Comité Lons-le-Saunier : npa.lonslesaunier@orange.fr

Comité Pays Dolois : npapaysdolois@laposte.net

Comité de Montbéliard : npa.montbeliard@laposte.net



La Poste fonctionne aussi. Vous pouvez nous écrire à :
NPA - 2 rue du Porteau - 25 000 BESANCON

Vie du NPA

Faites vivre l'Anticapitalisme ! La souscription 2016 continue... jusqu'au 31 décembre. Pourquoi ?

Parce que l'argent est le nerf de la guerre même pour un parti anticapitaliste... Parce que les temps sont difficiles et les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs nous vident les poches. Les cotisations des militant(e)s du NPA financent notre activité quotidienne mais cela ne suffit plus face aux attaques qui se multiplient. Nous nous devons d'être auprès des salarié(e)s, des chômeurs, des sans-papiers, des sans-logis... Nous devons soutenir les luttes internationales, les luttes écologiques, les luttes féministes... Nous comptons plus que jamais sur vous, financièrement certes, mais encore plus tou(te)s ensemble dans la rue... **Merci !**

Comment verser ? Par chèque à l'ordre de « NPA souscription » à envoyer à NPA Besançon, 2 rue du Porteau, 25000 Besançon ou à confier à un(e) militant(e).

Par carte bancaire sur notre site : <http://npa2009.org/souscription>.

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % du don.

Lecture : L'effondrement de la civilisation occidentale

Naomi Oreskes, Erik M. Conway, 2014, 128 p. Aux éditions : Les Liens qui Libèrent

Si rien n'est fait, qu'advierait-il de l'humanité et de la planète à l'aube du XXI^e siècle ?

Deux des plus grands intellectuels aux USA se posent dans cet essai de prospective la question suivante : pourquoi restons-nous inactifs, alors que nous disposons d'informations scientifiques robustes sur le changement climatique et que nous savons quels terribles événements vont suivre ?

Nous sommes en 2093, avènement de l'« Âge de la Pénombre », et les deux historiens futurs se retournent sur leur passé – qui est notre présent et notre avenir (possible). Tout avait pourtant bien commencé avec la création du GIEC en 1988. Mais rapidement le « déni » se répand en faisant valoir l'incertitude des données scientifiques. Les effets du changement climatique s'intensifient, et en 2023, l'année de l'« été perpétuel », il y a 500 000 morts et 500 milliards de dollars de perte. La frénésie pour les énergies fossiles amène les dirigeants à saisir les notes scientifiques sur la fuite de pétrole BP en 2011. Puis la loi dite de « négation de la hausse du niveau de la mer » est adoptée par certains États. Mais rien n'y fait. La nature se déchaîne sans que les mesures nécessaires ne soient prises. Pendant l'été 2041, des

vagues de chaleur sans précédent détruisent les récoltes. Panique, émeutes, migrations de masse, hausse explosive des populations d'insectes, épidémies. L'ordre social s'effondre dans les années 2050 et les gouvernants, acquis à l'idéologie néolibérale, se retrouvent désarmés devant la nécessité d'une intervention massive de l'État...

En imaginant la situation vers laquelle l'humanité s'oriente si rien n'est fait, les auteurs démontrent magistralement le double piège dans lequel la civilisation occidentale est en train de tomber. Deux idéologies inhibantes dominent : le positivisme et le fondamentalisme de marché. Quand les effets du Grand effondrement se sont fait sentir, les démocraties n'ont d'abord pas voulu, puis pas pu faire face à la crise. Se trouvant dénuées de l'infrastructure et de la capacité organisationnelle pour lutter.

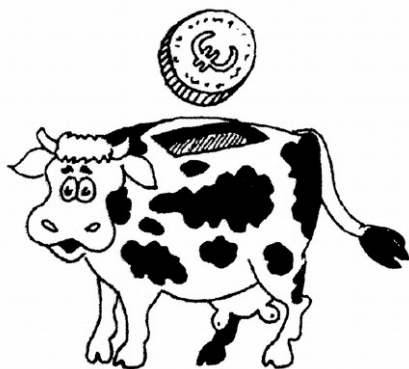
Foisonnant d'érudition, fruit d'un travail de prospective scientifique rigoureux, cet essai veut tenter de lutter contre les obscurantismes intéressés afin d'éviter à l'humanité ce que les auteurs nomment l'« Âge de la pénombre ».

N.N.

Lors de la manifestation contre la loi travail du 15 septembre, nous avons rencontré les ouvriers en grève de l'usine Sol Pose. Pour faire connaître leur lutte, et avec leur autorisation, nous reproduisons dans nos pages le tract qu'ils ont distribué ce jour-là.

Sol Pose en grève pour nos salaires Non à la loi travail !

Dans les petites entreprises et des secteurs comme le bâtiment, le nettoyage, la restauration ou ailleurs, c'est déjà l'arbitraire le plus total et il faut déjà se battre pour que le code du travail et les conventions collectives soient respectés. Avec la loi travail, ce sera la fin de toutes les garanties collectives. Nous devons tous continuer à nous mobiliser pour l'abrogation de cette loi.



Depuis le lundi 12 septembre, nous, ouvriers de Sol Pose (entreprise du bâtiment) sommes en grève. Alors que nous sommes le plus souvent seuls sur les

chantiers, que certains d'entre nous ont des qualifications... nous sommes payés au Smic. Et encore, même certaines dispositions de la convention collective ne sont pas respectées (comme les primes de déplacement) ! Avec quinze ans d'ancienneté, on en arrive à peine à 48,11 euros de plus que le Smic net !

À Sol Pose, on n'en peut plus des bas salaires ! Nous avons donc décidé de nous mettre en grève et avons transmis à notre direction des propositions pour revaloriser les salaires de tous.

Solidaires, nous continuerons notre grève si un seul d'entre nous n'obtient pas d'augmentation.

Nous sommes déterminés à continuer notre grève jusqu'à obtention de nos revendications.

Pour nous aider à tenir, nous appelons à la solidarité financière.

*Les ouvriers en grève de Sol Pose soutenus par l'UL
CGT de Besançon*

Week-end de formation régional

Depuis sa création, le NPA, au niveau régional, organise des week-ends de formation. Au début un par an, et depuis quelques années, deux par an, un au printemps et un à l'automne. Les 1er et 2 octobre se tiendra notre 12e week-end !

Se former à quoi et pourquoi ?

Les thèmes abordés sont nombreux... Beaucoup sont historiques, sur des périodes que nous considérons comme importantes, puisque se sont posées, à ces moments, des questions stratégiques pour le mouvement ouvrier. Il ne s'agit pas d'une étude historique pour elle-même, mais cela nous permet d'aborder des questions cruciales, politiques et stratégiques qui se sont posées dans l'histoire et se poseront sans doute encore lors des périodes révolutionnaires ou pré-révolutionnaires à venir. Aborder ces questions dans le cadre historique, c'est s'ouvrir à des questions théoriques majeures, mais c'est choisir de les aborder dans un cadre concret et pratique, pour mieux comprendre les ressorts, les dynamiques et pouvoir les transposer dans un cadre actuel ou futur.

À ces problématiques s'ajoutent de nombreuses thématiques spécifiques ou transversales, par exemple sur les questions d'oppression ou de discrimination. Là aussi, mieux comprendre, pour mieux agir.

Un choix d'organisation

Les temps de formation sont pris en charge par des camarades, de la région pour la plupart, ce qui représente un temps de préparation et donc un

investissement important de notre part.

Ouvert à tous (militants NPA ou non), ils se déroulent sur un week-end, pour prendre le temps des échanges collectifs, de débats... temps qui nous manque souvent dans le cadre des réunions plus classiques.

C'est aussi un moment de vie collective pendant lequel nous nous gérons collectivement (installation, repas, rangement, ménage...), et qui n'en est pas moins convivial, au contraire. Bien entendu, nous ne sommes pas financés pour organiser ces week-ends, aussi une participation est demandée pour couvrir les dépenses, en fonction des possibilités de chacun, entre 20 et 40 € pour l'ensemble du week-end.

Pour ce week-end des 1er et 2 octobre, nous traiterons des thématiques suivantes :

- La science : Évolution, Darwin et marxisme ;
- Notre-Dame-des-Landes ;
- Les politiques sous Staline et ses successeurs ;
- Pologne 80 : de Solidarnosc à Jaruzelski.

Vous êtes les bienvenus et chacun peut participer, n'hésitez pas à prendre contact : **cbnpa25@gmail.com**

J.M.

Un week-end de formation pour ne plus
jamais vous tromper de Marx

